



Communiqué de presse

Le 1^{er} juillet 2014

Le ministre Arnaud Montebourg fait le président d'IBM France Alain Bénichou chevalier de la Légion d'Honneur

Devenus des familiers depuis l'ouverture à Lille en juin 2013 d'un centre de services IBM à bas coût, le premier épinglera la Légion d'Honneur au second ce mercredi 2 juillet.

La CGT s'interroge sur les motivations de M. Montebourg, qui proclame haut et fort sa lutte pour le patriotisme économique. Or IBM est une entreprise qui a massivement détruit ses emplois en France depuis vingt deux ans, et qui a entamé le processus de son démantèlement.

Depuis 1992, IBM-France a supprimé 77 % de ses emplois (sur un effectif total de 32500, en dépit des nombreux rachats de sociétés et de leurs salariés). L'avenir est noir : externalisations, délocalisations et destructions d'emplois feront chuter les effectifs à 6000 salariés fin 2015, et probablement 4000 fin 2017. En clair, IBM est un « *Serial Job Killer* ». C'est un fait peu connu des media, du public, et des étudiants qui gardent une image positive d'IBM France, mais vécu dans la souffrance par les salariés en activité.

Alors, que veut récompenser le ministre de l'Économie et du Redressement productif ? L'efficacité destructrice d'IBM Corp relayée par son président français ? La CGT sait que M. Montebourg n'est pas dupe de la danse du ventre d'IBM France devant les Pouvoirs Publics, qui sont un client majeur. Mais pourquoi donc lui décerner un brevet de bonne conduite ? La réalité est aux antipodes : personnel IBM sans avenir et en souffrance (burnouts, suicides reconnus liés au travail), salaires bloqués, participation à zéro, formations en chute libre.

L'annonce de la Légion d'honneur au président Bénichou est vécue comme un camouflet par les salariés, et comme un feu vert gouvernemental pour poursuivre la destruction de leur entreprise.

Les symboles font parfois aussi mal que les actes. Le Personnel d'IBM France n'avait pas besoin de cela, et désormais il sait qu'il ne lui faudra surtout pas compter sur les autorités de l'Etat pour tenter de contrer la disparition annoncée de son entreprise sur le territoire national.

Contacts :

Régine DELEBASSEE

déléguée syndicale centrale CGT IBM

tel : 06 61 84 84 10

Jean-Michel DAIRE

délégué syndical central CGT IBM (suppléant)

tel : 06 84 87 46 68